

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(11^e édition. – Juillet 2005)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(8^e édition. – Juin 2005)

ACCORD DU 3 AVRIL 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA
DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 MARS 2007 (LORRAINE)
NOR : ASET0650713M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment (FFB) Lorraine ;
La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
(CAPEB) Lorraine ;
La fédération Nord-Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CFDT bâtiment construction bois ;

L'union régionale des syndicats CGT-FO du bâtiment et des travaux publics,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part ;

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment,

Article 1^{er}

Les valeurs ci-après définies correspondent à un horaire de travail mensuel de 151,67 heures.

Article 2

A compter du 1^{er} avril 2006, la grille des salaires des ouvriers du bâtiment est la suivante (base 151,67 heures) :

Grille des salaires des ouvriers du bâtiment à compter du 1^{er} avril 2005

(base 151,67 heures)

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	SALAIRE HORAIRE
150	1 217,91	8,03
170	1 261,15	8,32
185	1 273,33	8,40
210	1 435,65	9,47
230	1 562,82	10,30
250	1 688,69	11,13
270	1 822,14	12,01

Article 3

Cet accord est valable du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2007.

Article 4

Le présent accord sera déposé auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle et remis au secrétariat des prud'hommes de Nancy, ainsi que la grille de salaires qui figure ci-dessus.

Article 5

L'extension de cet accord sera demandée.

Article 6

Les parties signataires constatent et déplorent la lenteur habituelle de la procédure d'extension des accords paritaires. Elles interviendront, pour chacune d'entre elles, auprès des autorités compétentes pour alerter celles-ci du problème afin de permettre d'y remédier.

Fait à Nancy, le 3 avril 2006.

(Suivent les signatures.)